

Portrait d'une historienne

Entrevue avec le professeur Miriam Yardeni

Propos recueillis par Pr Miri Eliav-Feldon et Pr Nadine Kuperti-Zur, université de Tel-Aviv

Miriam Yardeni, lauréate du prix Israël d'histoire pour l'année 1999, lauréate du prix E.M.E.T. en 2007, a enseigné au cours de plusieurs décennies dans le département d'histoire générale à l'université de Haïfa. Elle est en Israël la référence incontestée pour les études d'histoire de France à l'époque de la Réforme. Ses recherches, qui ont fait l'objet de multiples publications, portent sur un certain nombre de questions fondamentales : la formation de l'identité nationale en France à l'époque des guerres de religion, l'histoire des huguenots (calvinistes) en France et dans la diaspora, l'historiographie et sa portée au début de l'ère moderne, mentalités et histoire sociale, l'antisémitisme au début de l'ère moderne.

L'entrevue a été réalisée à Haïfa en juin 2013.

Producteur et rédacteur de la rubrique : Pr Yaron Zur

Une éducation européenne et les années de guerre

Nadine Kuperti-Zur (N.K-Z)

Commençons par le début. Que pouvez-vous nous dire de votre famille et de votre enfance ?

Miriam Yardeni (M.Y.) Bien, je vais donc commencer par l'enfance. Je suis née en 1932 à Timisoara, dans la région de Banat, à l'ouest de la Roumanie. Dans cette région coexistaient plusieurs communautés ethniques et le plurilinguisme y régnait. On y parlait le roumain, le hongrois et l'allemand. J'ai grandi dans une famille juive de la bourgeoisie plutôt laïque. Mon arrière-grand-père maternel comptait parmi les premiers rabbins « néologues », un mouvement réformiste modéré particulièrement répandu parmi les juifs des régions de langue hongroise. Mais dans la famille de ma mère ils étaient nombreux à s'être complètement assimilés. Mon père était originaire de Sziget, aujourd'hui en

Hongrie. Communiste dans sa jeunesse, il a étudié la médecine à Budapest ; à Timisoara il fut d'abord représentant d'une marque de chaussures tchèque renommée avant de rejoindre le commerce de mon grand-père, un grand magasin avec plusieurs employés.

J'ai étudié dans une école primaire juive où l'enseignement se pratiquait en roumain. Une partie de mes études s'est déroulée à la maison sous la conduite de professeurs particuliers. Ensuite j'ai fréquenté le *Liceul Israelit de fete*, puis le *Liceul Clasic Mixt*. On y apprenait plusieurs langues, dont le latin et le grec. Mes connaissances du grec se sont évanouies mais le latin m'est nécessaire dans mes recherches. À la maison surtout mais aussi à au lycée j'ai appris à connaître la littérature du monde en traduction hongroise.

Miri Eliav-Feldon (M.E-F): Voilà un phénomène qui ne manque pas d'intérêt. La plupart des historiens israéliens de votre génération qui ont été interviewés dans cette rubrique de la revue *Zmanim* sont nés et ont été éduqués, comme vous, dans des régions multiculturelles, plurilingues d'Europe, dans la périphérie des aires culturelles allemande et française, en Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Belgique. Issus de familles juives cultivées et aisées, vous avez eu droit à une éducation de haut niveau qui vous a permis d'acquérir une variété de langues et un solide bagage culturel humaniste. Un point qui mérite une enquête prosopographique.

M.Y.: Oui, mais à vrai dire je ne parle aucune de ces langues couramment. A l'université hébraïque on m'a tout de même dispensée d'étudier des langues étrangères. A l'époque les départements d'histoire imposaient l'enseignement du latin et des langues vivantes, une exigence qui n'a pas résisté au temps. Il n'y a que l'anglais que je possède mal. Aujourd'hui encore j'appréhende de faire une communication en anglais. J'ai réussi mon examen d'anglais à l'université parce que c'était une version et que j'ai fait appel à mes connaissances dans les autres langues.

N.K-Z.: Mais votre langue de culture c'est essentiellement le français. Où et quand l'avez-vous appris ?

M.Y.: Surtout au *liceul Israelit de fete* et par des cours particuliers. L'initiation à la littérature française, c'est à un brillant intellectuel de ma ville que je la dois, Robert Klein qui deviendra historien de l'art à Paris, un protégé du grand historien André Chastel. C'est lui, Robert, qui m'a ouvert de nouveaux horizons en littérature et en art car, comme

tout bon enfant juif, j'écrivais des poèmes et il les appréciait. C'est lui qui m'a fait découvrir la poésie de Rimbaud par exemple.

N.K-Z.: Et tout cela pendant la guerre? Comment est-ce que vous avez réussi à survivre ?

M.Y.: Les juifs de Timisoara n'ont pas été déportés dans des camps d'extermination, c'est ainsi que nous sommes restés en vie. En revanche, la famille de mon père en Hongrie a été entièrement exterminée à Auschwitz. Mais nous avons bien éprouvé la terreur de la guerre : la peur, les privations, l'entassement dans l'appartement où des proches nous ont rejoints, enfant malade je ne pouvais pas recevoir de traitement médical et en 1944 la ville a été bombardée tant par les alliés que par les puissances de l'axe. Ultérieurement, j'ai été reconnue comme rescapée de la shoah. En tous cas on a survécu. Mon père était dans un camp de travail mais il a réussi à se faire libérer en soudoyant les roumains. Mon père avait toujours été sioniste mais ma mère ne voulait pas émigrer en Palestine. Après la guerre, elle s'est rendue à l'évidence qu'il fallait se résoudre à partir et elle est devenue sioniste.

Aliya et premières années en Israël

Nous avons fait notre aliya en 1950 en bateau depuis Constance jusqu'à « shaar aliya » à Haïfa. On nous a installés à Pardès Hana. Ensuite, par protection (un produit précieux même en ces temps-là), nous avons reçu une tente à Pardès Katz et pour finir un appartement de type « HLM » à Bnei Brak dans un quartier religieux. Ma mère, qui n'avait aucune notion de cacherout a fait pas mal de « boulettes ». Moi j'ai été reçue comme jeune intellectuelle à l'oulpan Etsion, qui passait pour le meilleur, à Jérusalem. Si mes souvenirs sont bons, Ephraïm Kishon avait étudié dans la promotion précédente.

J'ai ensuite continué mes études à l'école normale pour la formation de professeurs (« beit midrash le morei am ») à Jérusalem, fondée par Martin Buber. Buber lui-même interviewait les candidats. Son but était de former des professeurs d'hébreu issus de l'immigration pour aller enseigner l'hébreu dans des camps de transit de nouveaux immigrants. Nous étions un groupe d'excellents élèves et avons bénéficié de l'enseignement d'intellectuels comme Gershom Scholem, Yeshayahu Leibowitz, Shmuel

Hugo Bergman, Haïm Hillel Ben Sasson et d'autres. J'en suis sortie professeur diplômée d'hébreu et d'histoire du peuple juif pour adultes. J'étais censée aller enseigner des immigrants mais, comme la plupart de mes condisciples à l'école normale, je suis allée étudier à l'université hébraïque.

N.K-Z.: de quoi viviez-vous, jeune fille seule à Jérusalem?

M.Y.: j'enseignais dans des centres d'apprentissage de l'hébreu, dans une école secondaire du soir, j'ai été secrétaire à « Yad Vashem », plus tard j'ai été employée par la « société israélienne d'histoire » pour cataloguer des livres. Le fait de connaître des langues m'a bien sûr été très utile mais je croyais pouvoir déchiffrer le hollandais par le truchement de l'allemand. Ce n'est que plusieurs années plus tard, au cours d'un congé sabbatique en Hollande, que je me suis aperçue qu'à l'époque je n'avais pas vraiment compris les titres des ouvrages en hollandais...

Parmi mes bons amis à Jérusalem je comptais David Asheri, Joseph Even et Otto Dov Kulka qui a publié dernièrement ses mémoires du temps de la Shoah – *Paysages de la métropole de la mort*. L'ouvrage a connu un succès mondial. Il est déjà traduit en plusieurs langues. C'est lui, Kulka, qui m'a fait découvrir Kafka et des peintres comme Yehuda Bacon. J'avais été élevée dans un format qui passait alors pour désuet – Yaakov Wasserman, Arthur Schnitzler, Stephan Zweig- et voilà que s'ouvrait devant moi un monde nouveau de créateurs juifs.

Une fois jeune enseignante à l'université, j'ai été amenée à rédiger des rubriques sur le sud de la Transylvanie dans le cadre de mon travail à Yad Vashem pour le « Carnet des communautés » de Yad Vashem. Voilà pourquoi je dis (par plaisanterie naturellement) que j'ai reçu le prix Israël à deux reprises, puisque le projet de Yad Vashem avec les Carnets des communautés l'avait obtenu aussi.

A l'université hébraïque

N.K-Z.: Quand avez-vous commencé vos études universitaires et pourquoi avoir choisi l'histoire « générale » ?

M.Y. : J'ai commencé mes études supérieures en 1952. En fait je souhaitais étudier l'histoire du peuple d'Israël mais je n'en avais pas les moyens. Je ne savais rien du

Talmud, je n'étais pas capable de lire Rashi. En un mot, je ne pouvais pas soutenir la compétition avec les étudiants israéliens ou religieux qui avaient été nourris à ces sources. En première année de licence et en mode de département unique, j'ai encore pu bénéficier de l'enseignement de Richard Kavner et d'Avigdor Tcherikover, parmi les fondateurs du département.

M. E.-F.: Parlez-nous du département en ces temps-là. Qui étaient les 'stars' ? Chez qui préférait-on étudier ?

M.Y. : la 'superstar' était déjà Yaakov Talmon. Son cours magistral de première année attirait les foules. Il nous fallait arriver dans la salle des heures à l'avance pour avoir une chance de trouver une place. Il était passionnant, excellent orateur, il savait rendre ses exposés historiques vivants. On pouvait vraiment voir de nos yeux Marie Antoinette dans ses plus beaux atours se promener à travers le château de Versailles. En deuxième année notre enthousiasme était déjà un peu retombé...

M.E.-F.: C'est exactement ce qui est arrivé à ma génération dans le même département, quinze ans plus tard. L'immense engouement de la première année pour les cours de Yaakov Talmon s'est mué en une sorte de déception.

M.Y.: Oui, et très rapidement je me suis lassée du XIXe siècle. La plupart des professeurs enseignaient cette période. Certes, j'ai aussi un peu étudié chez Haim Virshovski, d'une énorme culture, mais qui enseignait dans le département d'études classiques. Vers la fin de mes études dans le département, j'ai eu la chance de voir arriver Yehoshua Arieli. J'ai pris chez lui un cours de maîtrise et il m'a beaucoup aidée. Personne n'enseignait la période prémoderne, c'est-à-dire la période qui s'étend entre le XVe et le XVIIIe siècle. Or je tenais justement à étudier le XVIe siècle. Arieli a finalement du enseigner lui-même cette tranche historique en dépit du fait que lui-même était spécialiste d'histoire américaine. Le fait est que quand je suis rentrée de France à la fin de mes études de doctorat, j'ai été la première à enseigner la période prémoderne dans une université israélienne. Puis, graduellement s'est formée une formidable génération de chercheurs dans ce domaine.

N. K.-Z.: Et le département de Français?

M.Y. : Au cours de ma deuxième année d'études, j'ai ajouté à mon *cursus* le département de Français. Il y régnait une atmosphère hiérarchique plombée, bien plus perceptible que dans le département d'Histoire. C'était une hiérarchie de protectorat, on pourrait dire que s'y exerçait un 'mandarinat'. Je n'étais pas dans l'excellence et je n'étais pas non plus dans les 'petits papiers' du professeur Abraham Duff qui dirigeait la chaire de civilisation française. Pour l'examen final tous les étudiants avaient choisi de plancher sur le XVII^e siècle, tandis que moi j'avais pris le XVIII^e... Alors je n'ai obtenu comme note que l'équivalent d' « assez bien ». Mes meilleures notes je les ai obtenues dans les disciplines dites de base (cours d'enrichissement qu'il fallait choisir dans des départements autres que le principal), notamment dans le cours de Haïm Hillel Ben-Sasson en histoire juive. Sous la direction de Yaakov Talmon, j'ai consacré mon mémoire de maîtrise à Bernard Lazare, un intellectuel français juif, anarchiste, parmi les premiers à défendre Alfred Dreyfus.

M.E.-F. : Avant de poursuivre votre *cursus*, comment avez-vous vécu comme nouvelle immigrante à l'université hébraïque à Jérusalem ? Comment vous êtes-vous intégrée dans la vie sociale ?

M.Y. Ça n'a pas été facile. Au départ il y avait une séparation presque totale entre les nouveaux immigrants –entendez par là les gens arrivés en Israël après l'indépendance- et les « anciens ». Les étudiants venus des kibboutzim passaient pour constituer l'Elite. Durant ma première année, je n'ai pas échangé une parole avec un « sabra ». Puis, progressivement je me suis fait des amis parmi les anciens.

N.K.-Z. : Quand vous avez pris la décision de poursuivre vos études de doctorat en France, comment avez-vous ressenti le retour en Europe ? Cela n'a-t-il pas été une démarche difficile pour vous ?

M.Y. : Non, parce qu'il était clair que je ne partais que dans le but d'étudier, pour une période limitée et qu'ensuite je rentrais au pays. D'ailleurs je n'avais pas vraiment d'alternative : En Israël, je vous l'ai dit, il n'y avait aucun moyen de faire des recherches historiques sur l'Europe aux XV-XVI^e siècles. Il n'y avait pas de spécialistes à l'université et naturellement aucun accès aux sources et à la bibliographie (je vous rappelle que nous parlons de l'ère antérieure à l'ordinateur et à internet). Or, il fallait

impérativement accéder à des bibliothèques bien fournies et aux archives. Lorsque j'ai insisté auprès de Talmon sur ma volonté de me spécialiser dans le XVIIe siècle, il m'a signalé l'ouvrage de Fernand Braudel sur la Méditerranée, qui à l'époque était d'une passionnante innovation dans le domaine de l'historiographie. Le département a appuyé ma candidature pour une bourse d'études du gouvernement français, mais je ne l'ai pas obtenue cette année-là, en grande partie à cause de la rivalité entre Yehoshua Prawer et Yaakov Talmon. L'année suivante j'ai présenté moi-même ma candidature pour la bourse et cette fois je l'ai obtenue, vraisemblablement grâce aux chaleureuses recommandations que j'avais reçues de mes professeurs d'histoire d'Israël.

Paris

Lorsque je suis arrivée à Paris en 1961 comme étudiante à la Sorbonne, je savais très peu de choses sur le XVIIe siècle. Je ne connaissais pas la ville et je ne savais pas comment me débrouiller dans les bibliothèques et au sein du système académique. J'ai été très aidée par Shlomo Avineri et Michel Confino. Ce dernier m'a guidée à la Bibliothèque Nationale, située encore en ce temps-là rue de Richelieu. J'ai travaillé très dur, de jour comme de nuit, pour rattraper toutes mes lacunes dans mes connaissances. C'est Confino qui m'a permis de rencontrer Robert Mandrou.

N.K.-Z. : Comment avez-vous choisi votre directeur de thèse ?

M.Y. : Il n'y avait à l'époque que trois professeurs habilités à diriger des thèses en histoire prémoderne : Roland Mousnier, Victor Lucien Tapié et Alphonse Dupront. J'ai choisi Mousnier car j'inclinai vers l'histoire sociale. Il m'a très bien reçue mais il faisait carrément régner la terreur sur nous sans se préoccuper du fait que la plupart de ses étudiants étaient déjà des historiens de renom qui préparaient sous sa direction des thèses d'état qui octroyaient un statut supérieur. Parmi ses étudiants à cette époque on comptait André Corvisier, Henri-Jean Martin, Jean-Pierre Labatut, Yves Durand, René Pillorget et naturellement Denis Richet et Arlette Jouana.

N.K.-Z. : C'est le régime de terreur de 'mandarins' du type de Mousnier dans les universités qui a conduit à la révolution de 68...

M.Y. : Oui, ils semaient la terreur parmi leurs étudiants et leurs jeunes collègues. Ils avaient le pouvoir de promouvoir un candidat et de lui construire sa carrière comme ils pouvaient détruire une carrière d'un geste. C'est pourtant Mousnier qui a fait de moi une historienne : il nous envoyait fouiller des archives, il nous a appris à analyser un document avec une extrême précision. Mais c'était à nous de nous débrouiller pour apprendre la paléographie. En plus de la peur que Mousnier nous inspirait, dans son séminaire, au cours de la première année, aucun étudiant ne nous adressait la parole, à nous les étrangers (à part moi, il y avait un japonais et un allemand). Il s'est passé pas mal de temps pour que je puisse me lier d'amitié avec quelques français. Le premier a été Denis Richet, un des plus brillants de sa génération. Avec François Furet, Richet a donné une orientation nouvelle à l'histoire de la Révolution française.

N.K.-Z. : Au début des années 60, l'école des *Annales* était déjà influente (appelée ainsi d'après la revue *Annales d'histoire économique et sociale* qui mettait l'accent sur les processus de longue durée en histoire) et en pleine expansion. Y avez-vous été exposée ?

M.Y. : Oui, je l'ai découverte grâce à Robert Mandrou qui était considéré comme l'héritier de Lucien Febvre mais que Braudel a écarté. J'ai fréquenté son séminaire. Il n'était pas aussi méthodique que Mousnier. Il nous parlait surtout d'ouvrages intéressants mais il ne nous a pas vraiment initiés au métier. Il n'en était pas moins passionnant, un des premiers à traiter l'histoire des mentalités. A l'époque où il était secrétaire éditorial des *Annales* il m'a fait cadeau de nombreux livres importants, de Lucien Febvre, de lui-même et d'autres. C'est grâce à lui que j'ai découvert l'Ecole et son esprit d'« histoire totale », développé par la génération suivante des Jacques le Goff et Emmanuel Le Roy Ladurie.

N.K.-Z. : Mais il existait une rivalité entre les écoles – celle de Mousnier à la Sorbonne et celle de Mandrou à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales- n'est-ce pas? Comment avez-vous réussi à unir les contraires ?

M.Y. : J'ai tiré profit des deux mondes. Aux séminaires de Mandrou je me rendais en secret. En fait, c'est plus dans leurs idées politiques qu'ils différaient que dans leur regard sur l'histoire. Un des meilleurs exemples en est Yves-Marie Bercé, un des plus brillants

étudiants de Mousnier à la Sorbonne et très proche en même temps des gens de l'École des *Annales*.

N.K.-Z.: En fin de compte, vous avez tout de même tissé des liens avec Mousnier. Il était ultra conservateur, n'est-ce-pas ?

M.Y. : C'est exact, il était très conservateur. Il avait bien eu un court épisode communiste dans sa jeunesse mais il a fait « repentance » et a viré très à droite, comme il sied à un fervent catholique, diplômé de la prestigieuse école militaire de Saint-Cyr. Mais il faut reconnaître qu'il savait faire preuve de tolérance et d'ouverture d'esprit dans le choix des thèmes de doctorat. Michael Harsegor et Eli Bar-Navi ont également produit d'excellentes thèses sous sa direction par la suite.

N.K.-Z.: Le début des années 60 connaît des années intenses et formatrices dans la culture française pour le cinéma, la littérature. Avez-vous ressenti cette effervescence ?

M.Y.: Peut-être pas assez. J'allais bien sûr au cinéma mais c'était trop cher et j'étais trop prise par mes études. J'ai terminé mon doctorat en deux ans (1961-1963). Lorsque j'en étais au stade de la collecte de la documentation, on m'a envoyée travailler aux archives d'Angers sur des documents de l'époque de la Fronde. J'étais entièrement immergée dans les XVI-XVIIe siècles – l'âge d'or de la France. Les deux années de bourse ne pouvaient suffire que pour un doctorat d'université, alors que je souhaitais faire une recherche assez vaste pour aboutir à un doctorat d'état, comme l'a fait plus tard Michael Harsegor. J'ai choisi de travailler sur la conscience nationale des protestants en France au XVIIe siècle sous la direction de Mousnier et sur les juifs en France sous la direction de Tapié.

N.K.-Z.: A cette époque, relativement peu de temps après la seconde guerre mondiale, les élites intellectuelles en France cultivaient un esprit cosmopolite et préféraient ignorer des sujets liés au nationalisme. Comment les thèmes que vous avez choisi de traiter – nationalisme français, attitude envers les juifs- ont-ils été accueillis ?

M.Y. : Les intellectuels de droite en France avaient d'autres positions. Mousnier, très à droite, ne voyait aucun problème par rapport à ces sujets. Quant à moi, j'ai adopté une approche différente de la norme consacrée. Ce que je souhaitais faire, c'était étudier les modes de propagande, de communication et les idéologies qui les sous-tendaient.

N.K.-Z. : Vous avez connu la Sorbonne avant la révolte des étudiants en 1968 et aussi après, en séjours sabbatiques pour vos recherches. Qu'est-ce qui avait changé ?

M.Y. : Après 1968, il y avait une plus grande ouverture d'esprit. Mousnier fut amené à plus de tolérance dans son séminaire. Les positions des historiens se sont faites moins rigides. L'influence marxiste se faisait davantage sentir chez certains. Mais d'autres étaient au contraire passés de la gauche à la droite, comme l'historienne Annie Kriegel par exemple, qui avait donné une série de conférences dans le séminaire de Mousnier. De communiste militante elle était devenue adepte de la droite (d'ailleurs elle rassemblait sous son aile tous les israéliens qui étudiaient à Paris à cette époque).

Haifa

En 1963 "l'institut universitaire de Haifa" a été fondé sous l'égide de l'université hébraïque de Jérusalem. J'ai été invitée, en même temps qu'Arie Graboïs, qui venait également de terminer sa thèse en France, à retourner en Israël et participer à la création d'un département d'Histoire générale. L'invitation était assortie d'un appât : un appartement gratuit. Plus exactement le loyer devait être retranché du montant à payer lors de l'achat de l'appartement. C'est le maire, Abba Houchi, qui avait proposé cette convention aux professeurs qui accepteraient de s'intégrer à la nouvelle institution académique, de même qu'il offrait des appartements « gratuits » à Haïfa à des écrivains et des poètes. Nous avons commencé notre carrière comme « assistants titulaires » et les promotions étaient lentes à venir. En 1968 je suis partie en année sabbatique en France. Mousnier me proposait un poste à la Sorbonne, à Paris IV et j'ai menacé de ne pas rentrer en Israël. Benjamin Akzin, alors président et recteur de l'université de Haïfa, m'a ouvert une procédure de promotion en tant que maître de conférences et m'a enjoint de rentrer. J'ai accepté, surtout pour cause de sionisme. Je ne me sentais pas à l'aise à Paris, d'autant que des manifestations d'antisémitisme se faisaient sentir. En fin de compte, je ne peux pas me plaindre de mon avancement à l'université : en 1974 j'étais déjà parvenue au plus haut grade de professeur titulaire.

N.K.-Z. : Au cours de votre carrière, avez-vous ressenti de la discrimination liée au fait que vous êtes une femme ? A l'université hébraïque tous les professeurs étaient des hommes. La Sorbonne était résolument composée d'hommes de droite et les co-

fondateurs et dirigeants de la jeune université de Haïfa étaient en grande majorité des hommes.

M.Y.: Je dois reconnaître que je n'ai jamais ressenti de discrimination et je n'ai d'ailleurs pas vraiment réfléchi à la question de discrimination par rapport aux femmes. Rétrospectivement, je peux bien évidemment mettre le doigt sur des cas où des hommes ont été promus avant moi. Par exemple, j'avais remis le manuscrit de ma thèse en 1964 à Roland Mousnier mais j'ai dû patienter sept ans pour voir sa publication, alors que les livres de ses plus proches étudiants étaient publiés bien avant le mien. A Haïfa aussi des hommes qui publiaient moins que moi ont obtenu leur promotion avant moi. Et j'en passe. Bien sûr, les statistiques montrent combien il est plus difficile pour les femmes d'atteindre les échelons supérieurs de l'académie. Mais ce n'était pas le seul type de discrimination. Il est dans l'ordre de l'humain de cultiver et de promouvoir ceux qui sont les plus proches du groupe dominant. On attend de vous de soutenir les candidatures – bourses, postes, prix- de ceux qui viennent de votre département, de votre université, de votre classe sociale. Cette propension n'explique pas seulement l'hégémonie masculine mais aussi la représentation abusive de certains groupes dans les institutions académiques et autres. Moi, je me suis toujours efforcée de mettre en valeur les personnes pour leurs mérites, leur valeur et leur talent, sans préjugé d'origine, de genre ou d'appartenance institutionnelle. Et j'ai souvent agacé certains de mes collègues pour cette raison. Le tout est de savoir qui il vaut la peine de mettre en colère...

Recherche et conception de l'historiographie

M.E-F. : Passons maintenant de votre biographie à votre œuvre, aux sujets essentiels auxquels vous avez consacré vos recherches, les écoles de pensée qui vous ont influencée, les notions qui ont guidé votre recherche. Vous avez rappelé tout-à-l'heure votre penchant pour l'histoire sociale. Est-ce que vous avez adopté les conceptions marxistes ?

M.Y. : La grande contribution de Marx à notre discipline est d'avoir isolé un facteur qui motive tous les autres processus, selon lui, dans toute l'histoire de l'humanité, le facteur économique. De nos jours, le facteur économique n'occupe plus la même place centrale comme dans la doctrine de Max mais il a contribué à concevoir une approche intégrative qui croise et se mêle au facteur jugé déterminant : cela peut être le facteur

démographique, climatique, épidémique, la peur de la mort et bien d'autres selon les cas. Un bon historien retrouvera à chaque fois l'équilibre des causes et déterminera les facteurs les plus pertinents à son cas d'étude. On pourrait y voir une analogie avec la démarche de l'artisan, excepté que la démarche historique exige de l'imagination et de l'inspiration.

Dans cette veine, c'est essentiellement Montesquieu avec son *Esprit des lois* qui m'a le plus influencée. Il a analysé les rapports de réciprocité dans le cadre d'une série de données : la structure géographique, la taille du pays, les lois, le régime, la religion etc...l'état idéal, selon lui, est l'harmonie parfaite et l'équilibre entre tous ces éléments. La détérioration commence avec la rupture de l'équilibre car le renforcement de l'un des éléments du mécanisme se fait au détriment de tous les autres et entraîne leur atrophie et leur dépérissement. Chez Montesquieu, contrairement à ce que soutiendra Marx, l'idée de progrès n'existe pas. L'équilibre parfait a été atteint dans le passé, dans la Grèce de l'âge classique.

Ces deux penseurs ont exercé sur moi plus d'influence qu'aucun historien ou théoricien de l'histoire car ils ont donné des clés pour élargir les horizons de l'histoire sans pour autant se fourvoyer, ils nous ont appris à discerner l'essentiel de l'accidentel sans se laisser emporter par les phénomènes de mode mais juste en apprendre les modalités pour en tirer les conclusions nécessaires à l'enrichissement de notre discipline.

N. K.-Z.: La théorie historique de Marx ne laisse pas de place au sentiment religieux. Vous vous êtes au contraire orientée dans ce sens, vers les guerres de religion, vers les huguenots. Une décennie plus tard, Eli Bar-Navi a également écrit une thèse remarquable sous la direction de Mousnier sur « le parti de Dieu », la branche extrémiste du camp catholique pendant les guerres de religion. Dans cette thèse il se livre à une analyse socio-prosopographique de ce qu'il définit comme le premier parti politique moderne. Denis Crouzet, en revanche, dans son livre *Les guerriers de Dieu* m'a ouvert les yeux sur la profonde crainte qui anime le chrétien pratiquant.

M.Y. : Un grand nombre de causes sont à l'origine de la Réforme en France et elle s'est forgée à partir d'un concours de circonstances distinctives. Sur la base de la notion d'histoire totale de l'école des *Annales*, je me suis efforcée d'élargir le champ tout en me focalisant sur ce qui formait le cœur du problème.

M.E.-F. : En tant que juive (ni catholique, ni protestante) et en tant que femme laïque, vous n'éprouvez vraiment pas quelque difficulté à comprendre les motivations des huguenots par exemple?

M.Y. : L'historien n'est pas censé s'impliquer émotionnellement dans son objet de recherche. J'espère bien être capable de comprendre le sentiment religieux de l'extérieur, appréhender sa puissance, sans prendre parti. J'ai toujours été capable de comprendre la folie religieuse. A mon sens, l'angoisse et la peur étaient plus fortes du côté des calvinistes que du côté catholique pendant les guerres de religion, ce qui explique leur ardeur et l'héroïsme qu'ils déploient. Il faut savoir que le calviniste est seul devant son Dieu, sans intermédiaires, sans jamais savoir s'il est parmi les élus. La crainte de Dieu n'a toutefois jamais constitué l'unique motivation. Chaque homme est pluriel, il relève de toutes sortes de sphères et se crée sa propre hiérarchie causale en déterminant ses priorités en fonction des circonstances. Les stimuli sont variés : la famille, les maladies, le statut social...les variables sont trop nombreuses pour qu'il soit permis d'en extraire une cause particulière. Il faut s'interdire de livrer une explication à cause unique.

M.E.-F.: Vous êtes tout de même d'accord que les motivations religieuses sont plus importantes aux XVI-XVIIe siècles, non seulement par rapport à l'époque moderne mais aussi –suite à la Réforme- au moyen-âge ?

M.Y. : Sans doute. Mais à chaque époque, y-compris à celle des guerres de religion, le comportement humain est régi par une pluralité de motivations, même contradictoires. Montesquieu l'a bien souligné, si un des éléments fluctue, il entraîne après lui tous les autres et bouleverse l'harmonie du système. Il incombe à l'historien de dégager la cause dominante, le catalyseur qui détermine les actes de particuliers et de groupes à une époque donnée. Car les mentalités évoluent avec le temps, des milliers de raisons et d'éléments sont à l'origine de transformations. L'école des *Annales* m'a certes inspirée mais aujourd'hui je crois qu'il y a du vrai dans les paroles de Yehoshua Arieli qui m'a dit, lors d'une de nos discussions, que la recherche de la longue durée relève de la sociologie et non de l'histoire. L'historien explore les relations d'échanges, les transformations. Même Emmanuel Le Roy Ladurie, un des piliers de l'école des *Annales*, qui avait commencé par assurer que rien n'avait changé entre le XIIIe et le XVIIIe siècle,

en est désormais revenu. Il a par la suite produit une série d'épisodes courts qui reflètent bien les transformations dramatiques qui ont eu lieu au cours de ce long laps de temps.

N.K.-Z. : Vos écrits démontrent que vous ne vous laissez pas tenter par les tendances historiques à la mode et que vous n'adoptez pas une position théorique extrême mais que vous vous êtes créé une « boîte à outils » bien à vous.

M.Y. : c'est exact. Je suis persuadée que certaines modes actuelles sont de vrais fléaux. Le post-modernisme et Michel Foucault ont corrompu l'histoire à mon avis. Il n'y a pas d'interprétation juste ?! Toute interprétation est légitime ? Il est évident que nous interprétons le passé à l'aune du présent et que nous nous tombons parfois dans l'anachronisme –et c'est tout à fait légitime à mon sens. Mais cela ne signifie pas qu'il soit permis d'ignorer le savoir empirique et de défendre n'importe quel récit sous prétexte d'égalité des valeurs.

M.E.-F. : Si nous abordons le degré de subjectivité dans la recherche, est-ce que vous avez développé une préférence particulière pour l'un de vos domaines de recherche ?

M.Y. : Dans mes recherches sur les guerres de religions j'avais une préférence pour les protestants. Ils avaient plus d'originalité, ils étaient plus intéressants. Mais ma sympathie allait surtout au camp des « politiques », ceux qui recherchaient des compromis dans le but de faire cesser les bains de sang, qui s'efforçaient d'obtenir des libertés pour cette minorité religieuse afin de sauver la France de la destruction.

M.E.-F. : Et vous n'avez pas été déçue de découvrir qu'un des membres les plus éminents de ce parti, Jean Bodin, a rédigé un ouvrage démonologique effroyable pour encourager l'extermination des sorcières ?

M.Y. : Mais c'est son 'credo'. Il croyait de bonne foi que les sorcières, servantes du diable, menaçaient la chrétienté. Je vous renvoie au livre de Paul Rose, *Bodin and the Great God of Nature*, où il explique que Bodin se voyait en réincarnation d'un des prophètes de la Bible.

N.K.-Z. : Vous êtes aujourd'hui LA spécialiste de la diaspora huguenote. Peut-on dire que votre intérêt pour ces calvinistes qui ont fui la France pour se réfugier dans des pays plus accueillants provient de votre expérience personnelle de la persécution dont vous

avez fait l'objet pendant la guerre, une forme d'empathie à l'égard d'une minorité persécutée ?

M.Y.: A vrai dire, je ne me suis pas posé la question. J'ai fait l'expérience de l'antisémitisme en Roumanie pendant la guerre. J'ai été communiste dans ma jeunesse mais déjà en 1947 j'étais devenue sioniste tendance modérée (du mouvement de jeunesse Gordonia). Je doute que ce passé ait influencé mon choix de recherche sur les huguenots.

N.K.-Z.: La diaspora ou le refuge Huguenot a connu en fait deux étapes: la première émigration de France pendant les guerres de religion au XVI^e siècle, suivie d'une deuxième vague d'émigration à la suite de la révocation de l'édit de Nantes en 1685 et pendant tout le XVIII^e siècle.

M.Y. : Je travaille surtout sur la seconde vague. En ce moment même, je suis en train d'écrire un article pour un recueil d'études qui sera publié chez Brill par Raymond A. Mentzer and Bertrand Van Ruymbeke [eds.], *A Companion to the Huguenots*. Dans cet article je tente d'appliquer des théories sur les processus de transformation qui touchent des communautés de réfugiés. La différence entre les deux vagues d'émigration est tout d'abord de l'ordre de l'envergure. Au XVI^e siècle ce ne fut pas une émigration de masse. Elle concerne surtout les intellectuels et le clergé calviniste. La seconde vague d'émigration en revanche fut massive, une fuite spontanée à la recherche d'un refuge pour se sauver des persécutions. Un petit nombre d'entre eux ont atteint la lointaine Amérique et le sud de l'Afrique. Leur nombre fait l'objet de controverses entre les historiens. Des historiens huguenots avancent le chiffre d'un million de réfugiés. Un historien anglais, Marc Greengrass affirme qu'ils ne dépasseraient pas 150.000. Selon moi, 250.000 personnes ont quitté la France à cette époque, peut-être la plus grande vague d'émigration connue jusqu'alors.

M.E.-F. : Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse de la plus grande vague d'émigration. Le même débat agite les historiens de l'expulsion des juifs d'Espagne. Mais tout tend à prouver que leur chiffre était inférieur à 250.000. Par contre, le nombre de Morisques [musulmans convertis au christianisme] expulsés d'Espagne au début du XVII^e siècle dépassait selon toute vraisemblance un quart de million. Mais ils ont émigré en grande majorité en Afrique du nord et n'ont pas créé des communautés d'émigrants en Europe.

M.Y. : Intéressant. Je l'ignorais. Mes recherches portent en effet sur les communautés d'émigrants huguenots essentiellement en Europe et isolent deux processus distincts. L'un, l'acculturation, est un processus culturel indispensable qui englobe l'apprentissage de la langue locale, la connaissance de la culture de la société d'accueil, les transformations au niveau de l'habillement et de la nutrition. L'autre est un processus d'intégration, qui relève du social et plus encore de l'économique : il concerne les mariages hors communauté, l'intégration à la société d'accueil et à ses institutions. Hormis la communauté de Brandebourg en Prusse, qui a dû sa continuité dans la durée aux privilèges accordés par le pouvoir, la plupart des communautés huguenotes en Europe se sont assimilées et ont totalement disparu. On possède des témoignages chiffrés du processus d'assimilation, par exemple le nombre de naissances illégitimes, qui témoigne des liens hors communauté. Pendant les quarante premières années, on ne signale pas de tels cas de naissances à Berlin. Ensuite les registres présentent une recrudescence constante des naissances illégitimes.

Le processus d'assimilation s'amorce justement avec l'accroissement de la conscience nationale en France. Au départ, les originaires du Languedoc ne se marient qu'avec des gens issus de la même province. Progressivement, ils commencent à se considérer comme des « français » et se marient aussi avec des gens originaires d'autres régions, et cela à un moment où en France même, la conscience régionale est encore très forte. J'ai vérifié que ce phénomène est avéré en d'autres lieux ; autrement dit la prise de conscience par les provinciaux de leur identité française précède le processus d'assimilation. Ainsi, à Londres, des organisations se créent au début de la grande émigration pour venir en aide à leurs congénères issus de la même province en France. Ce n'est que plus tard qu'elles acceptent d'aider tous les émigrés huguenots quelle que soit leur province d'origine.

N.K.-Z.: D'où provenait la majorité des émigrés?

M.Y. : Hormis la Normandie, la plupart des émigrés huguenots provenait du sud de la France. La ligne de partage entre le nord et le sud de la France était très significative du point de vue du protestantisme. Il y avait bien sûr des huguenots aussi dans le nord, mais moins. En outre, dans le nord, les protestants étaient plus riches et avaient davantage de moyens de défense. Ceux du sud étaient contraints de fuir s'ils refusaient de se convertir.

Toutefois certains historiens sont d'avis que d'une manière relative, moins de huguenots du sud ont émigré en raison de leur puissance démographique.

J'ai obtenu une subvention de la fondation GIF (The German-Israeli Foundation for Scientific Research and Development) pour effectuer une recherche sur les liens tissés au sein de la diaspora protestante. Mon assistante de recherche vient de rentrer avec des photocopies de milliers de documents des archives de Montpellier qui portent sur les liens entretenus par les protestants du sud de la France avec leurs proches et amis dans la diaspora. Il est possible qu'ils aient utilisé des codes secrets pour leur correspondance. Des familles huguenotes de France faisaient en sorte d'envoyer un de leurs garçons étudier dans une université protestante à l'étranger.

N.K.-Z. : C'est aussi le cas de la famille Duplessis-Mornay. Ils n'avaient pas réussi à obtenir une charge convenable pour leur fils au service du roi de France à cause de leur fidélité à la foi protestante ; ils l'ont alors envoyé servir un prince protestant. Des huguenots, passons à présent aux juifs. Quand avez-vous commencé à entreprendre des recherches sur eux ?

M.Y.: J'ai commencé de bonne heure. Vous le savez, avant l'avènement de l'ordinateur, nous prenions des notes sur des fiches. J'avais inscrit mes notes sur les sujets juifs (comme il se doit) sur des fiches jaunes... Ce fichier grossissait avec les années. Je ne me suis pas occupée de l'histoire des juifs en soi (je ne possède pas les outils pour ce faire) mais de l'attitude envers les juifs à l'époque prémoderne, en particulier chez les protestants mais aussi chez les catholiques. Chez les protestants on observe moins de haine des juifs. Il va de soi que les réformés cherchaient aussi à convertir les juifs mais cette quête ne s'accompagnait pas d'accents antisémites. Au contraire, c'est peut-être même l'opposé de l'antisémitisme du fait que la judaïté d'une personne ne se concevait pas *a priori* comme une monstruosité mais comme une croyance religieuse. Pour Jean Calvin, par exemple, les juifs étaient pécheurs à l'instar de tous les hommes. Selon lui, Il était possible que Dieu ait inclus des juifs parmi les élus et s'ils étaient persécutés on se risquait à porter atteinte à des élus de Dieu. En revanche, les catholiques étaient encore plus pécheurs que les juifs.

M.E.-F. : Chez Luther c'était évidemment plus complexe. Au début, lui aussi s'était contenté de chercher à convertir les juifs, mais déçu dans ses espérances de les voir se convertir massivement et rejoindre le camp protestant, il a fini par écrire des textes haineux contre les juifs. Mais en gros, il y a avait très peu de juifs en Europe occidentale à cette époque...

M.Y. : Certes, mais la haine des juifs ou l'antisémitisme existe aussi dans des lieux dépourvus de juifs. Le seul à être totalement innocent de toute forme d'antisémitisme, c'était Théodore de Bèze, l'héritier de Calvin à Genève. Il était même favorable aux juifs et n'exigeait même pas leur conversion. Léon Poliakov en fait déjà état dans son ouvrage sur l'histoire de l'antisémitisme publié en 1955.

M.E.-F. : Est-ce que vous distinguez entre haine des juifs et antisémitisme ? Pour certains, l'antisémitisme est une forme de racisme et de ce fait un produit de l'ère moderne.

M.Y. : Dans mon introduction au recueil de mes articles (*Anti-Jewish Mentalities in Early Modern Europe*, 1990) j'ai tenté de soutenir une thèse que je croyais devoir éveiller de l'intérêt et des débats mais presque personne n'y a accordé trop d'attention. Cette thèse est pertinente pour toutes les idéologies, pour les « ismes » en tous genres, socialisme, nationalisme... elle convient aussi à l'antisémitisme. Les idéologies revêtent une forme ou s'en dépouillent à volonté, à chaque époque et s'adaptent à leurs usagers au point que le terme même devient une sorte de slogan et perd son sens initial. Qu'y a-t-il de commun entre le nationalisme français ou le socialisme de Marx et Engels, par exemple, et le « national-socialisme » des nazis ? De même, l'« antisémitisme » est une sorte de grand réservoir d'arguments où se mêlent souvent des contraires – les juifs sont dangereux car ils sont capitalistes et dominant l'économie mondiale. Les juifs sont dangereux car ce sont des communistes, des révolutionnaires et tout ce qui s'ensuit. Chaque génération extrait du réservoir les arguments qui lui conviennent. La notion d'« antisémitisme » contient la haine médiévale des juifs et ne concerne pas seulement la théorie raciale du XIXe siècle. Nombre d'arguments du réservoir antisémite se sont agglomérés à l'époque prémoderne pour plusieurs raisons, dont la diffusion de l'imprimerie, la formation de l'état moderne et bien d'autres encore. Ceux qui estiment, tels nos confrères historiens médiévistes, que tout cela préexistait, ne tiennent pas compte

de la différence quantitative : A l'époque prémoderne l'Europe se voit littéralement inondée de textes de propagande d'une idéologie ou d'une autre dans des proportions inégalées dans le passé.

N.K.-Z. : Au fil du temps, vous avez élargi votre champ d'intérêt, de l'histoire sociale à l'histoire culturelle. Actuellement quels domaines vous touchent au plus près ?

M.Y. : L'histoire de l'historiographie. Chercher à comprendre comment une période conçoit celle qui l'a précédée. Lorsque nous lisons des écrits historiques d'une période spécifique, nous apprenons beaucoup plus sur leurs auteurs que sur les sujets de leurs textes. Je lis des textes historiques de Français de l'époque prémoderne, les écrits d'Etienne Pasquier par exemple et je me pose la question : que recherchaient-ils à l'époque où ils écrivaient ? Quelles méthodes utilisaient-ils ? Qu'est-ce qu'ils ne pouvaient pas comprendre ou même imaginer ? C'est là un domaine passablement négligé en France. Lorsque j'ai reçu le prix E.M.E.T. j'ai reversé toute la somme à l'université de Haïfa afin de créer une fondation destinée à inviter des professeurs étrangers pour des séries de conférences sur l'histoire de l'historiographie. A ce jour ont été invités Philippe Benedict, Thomas Holt et Jonathan Israël.

M.E.-F. : Pour finir, Miriam, comment voyez-vous l'avenir des études historiques en Israël ? Que pensez-vous, par exemple, du cloisonnement qui existe entre les départements d'histoire d'Israël et d'histoire dite « générale » (autrement dit occidentale) ?

M.Y. : Autrefois j'ai lutté en faveur de la séparation. Je craignais que l'histoire d'Israël ne nous absorbe. Parmi mes collègues certains exigeaient que l'on enseigne seulement l'histoire juive avec des rappels des événements ou des questions d'histoire générale relatives à l'histoire de notre peuple. Qui plus est (en généralisant naturellement), le niveau des étudiants désireux d'étudier l'histoire d'Israël était inférieur. Ils ne connaissaient pas de langues étrangères et même leur anglais n'était pas brillant. J'ai lutté pour maintenir le niveau de notre département. Aujourd'hui je pense différemment, notamment pour la raison que les historiens actuels –globalisation oblige- regardent l'histoire de l'humanité comme un processus d'interaction entre communautés, entre les cultures. On ne traite plus l'histoire nationale comme une entité dans une bulle à part. De

manière générale il y a une baisse significative de la demande pour les humanités et pas seulement en Israël. Même dans une université aussi prestigieuse qu'Oxford on ferme des départements, les études classiques par exemple. Les études humanistes en général et les études historiques en particulier exigent la connaissance de langues ; or aujourd'hui on constate une dégradation sensible des connaissances et un intérêt pour l'acquisition de langues en baisse constante. J'essaye de me consoler par une pensée dialectique : si nous en sommes actuellement au stade de l'antithèse à l'humanisme, peut-être dans un avenir proche viendra le stade de la synthèse. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, aucune civilisation, aucune communauté ne peut exister sans les sciences humaines et sans les arts.

N.K.-Z.: Cette note optimiste nous offre un bel accord pour terminer en beauté. Grand merci, Miriam, de nous avoir accordé de votre temps et d'avoir partagé avec nous des parcelles de votre vie et vos conceptions de l'histoire.

M.Y. : C'est moi qui vous remercie de m'avoir offert l'occasion d'exprimer mes opinions dans cet entretien.

Pour en savoir plus:

Livres publiés par Miriam Yardeni:

Les Huguenots et les juifs, Jérusalem, Centre Zalman Shazar, 1998 (en hébreu)

La conscience nationale en France pendant les guerres de religion (1559–1598), Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Paris-Sorbonne, série "Recherches" t. 59, Paris, Louvain: Editions Nauwelaerts, 1971.

Utopie et révolte sous Louis XIV, Paris: Nizet, 1980.

Le Refuge Protestant, Paris: Presses Universitaires de France, 1985.

Anti-Jewish Mentalities in Early Modern Europe, Lanham, New York, London: University Press of America, 1990.

Repenser l'histoire: Aspects de l'historiographie huguenote des guerres de Religion à la Révolution, Paris: Honoré Champion, 2000.

Le Refuge huguenot: culture et assimilation, Paris: Honoré Champion, 2002.

Enquêtes sur l'identité de la Nation France'' de la Renaissance aux Lumières, Seyssel: Champ Vallon, 2005.

Direction éditoriale d'ouvrages:

Les Juifs dans l'histoire de France, Leiden: Brill, 1980.

Modernité et non conformisme en France à travers les âges, Leiden: Brill, 1983.

Idéologie et propagande, Paris: Picard, 1987.

(Avec Ilana Zinguer), *Les deux Réformes chrétiennes : propagation et diffusion*, Leiden : Brill, 2004.

Les auteurs de l'entretien :

Miri Eliav-Feldon, professeur émérite, rédactrice de la revue ZMANIM, a enseigné l'histoire de l'époque prémoderne au département d'histoire générale, université de Tel-Aviv

meliav@post.tau.ac.il

Nadine Kuperti-Zur, professeur de littérature et culture françaises à l'époque prémoderne au département d'études françaises, université de Tel-Aviv

kuperty@post.tau.ac.il

Entretien traduit par Jenny Jeannine Horowitz, département des études multidisciplinaires / Etudes du fait religieux, université de Haïfa.

In Memoriam. En hommage à la personnalité hors du commun d'une femme forte dans l'acception biblique du terme ; une historienne qui a imprimé une empreinte profonde sur les valeurs et les conceptions historiques de son époque, une universitaire qui n'a jamais eu froid aux yeux et qui, incidemment, a constitué un modèle pour chaque étape de ma carrière et de ma vie en Israël.